

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 22 Mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COUTAND Récupération et Services

4 rue du Grand Pré
La Gare de Pouzauges
85700 La Meilleraie-Tillay

Références : D23.0125

Code AIOT : 0006303112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2023 dans l'établissement COUTAND Récupération et Services implanté 4 rue du Grand Pré La Gare de Pouzauges 85700 La Meilleraie-Tillay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COUTAND Récupération et Services
- 4 rue du Grand Pré La Gare de Pouzauges 85700 La Meilleraie-Tillay
- Code AIOT : 0006303112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement COUTAND Récupération & Services situé 4 rue du Grand Pré, sur le territoire de la commune de LA MEILLERAIE-TILLAY est un centre de tri, de transit de déchets industriels banals et unité de récupération de déchets métalliques et de véhicules hors d'usage. Cet établissement bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 06-DRCLE/1- 29 du 16 janvier 2006 et de l'arrêté préfectoral prenant acte du nouveau classement au titre de la législation des installations classées n° 12-DRCTAJ/1- 802 du 11 juillet 2012. La société COUTAND Récupération & Services est agréée sous le numéro PR-85-00012-D pour le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions d'exploitation
- Situation administrative
- Implantation de l'établissement

- Propreté du site
- Clôtures de l'installation
- Contrôle des rejets aqueux
- Installations électriques
- Entretien des séparateurs d'hydrocarbures

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 3.6.2	/	Sans objet
7	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 1.3	/	Sans objet
8	Implantation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 1.4.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 3.1	/	Sans objet
2	Clôtures de l'installation	Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 3.2	/	Sans objet
3	Contrôle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 4.5.3	/	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 8.1.4	/	Sans objet
5	Entretien des séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 4.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté au cours de ce contrôle trois écarts, pour lesquels l'exploitant devra justifier de mesures correctives sous 1 mois (introduction de l'activité de traitement de déchets non dangereux - rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE, respect de la hauteur maximum de stockage des déchets en extérieur et acquisition d'une nouvelle parcelle).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 3.1
Thème(s) : Autre, Nettoyage du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

Article 3.1. Intégration dans le paysage

L'ensemble du site est maintenu propre, les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc...).

Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le site est correctement nettoyé et que son exploitation ne génère pas de dispersion de poussière, papiers, boues, déchets sur les voies publiques et les zones environnantes.

La prescription est respectée.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Clôtures de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 3.2

Thème(s) : Autre, Clôture de l'installation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 3.2. Clôture

Les installations doivent être entourées d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres. Elle doit être implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité (passage d'engins de secours). Un accès principal et unique, muni d'un portail fermant à clé, doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

Cette clôture sera doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes.

Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le site est entièrement clôturé et qu'il est équipé d'un portail en bon état permettant d'en interdire son accès en dehors des heures d'ouvertures.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 4.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4.5.3 Eaux pluviales Les eaux pluviales sont collectées séparément des autres types d'effluents et rejetées vers le ruisseau de La Grand Vaud en respectant les valeurs limites suivantes après avoir été débarrassées des débris solides : - Température inférieure à 30°C ; - pH compris entre 5,5 et 8,5 ; - MEST < 35 mg/l - DCO < 125 mg/l - Hydrocarbures totaux < 10 mg/l Une analyse annuelle est réalisée sur un échantillon ponctuel. Le résultat de ce contrôle, ainsi que les conditions de prélèvement, est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. (...)
Constats : Les eaux pluviales de l'établissement sont rejetées au milieu naturel via deux réseaux. Lors de la visite d'inspection, les dernières analyses des eaux de rejet effectuée par le « Laboratoire de l'Environnement et de l'Alimentation de la Vendée » ont été consultés (rapports n° L.2022.30944-1-1 et L.2022.30944-1-2 du 20/10/2022). Ils ne soulèvent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 8.1.4. Installations électriques Les installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée le 16/08/2022 par la société BUREAU VERITAS. Ce rapport référencé 7916107/2.16.1.Q18 a été consulté. Il ne soulève pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien des séparateurs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des séparateurs d'hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4.1.3. Entretien des réseaux Les ouvrages de rejets et les équipements de traitement intermédiaires (séparateur d'hydrocarbures, bassin d'orage, bassin de décantation, etc...) sont régulièrement visités et nettoyés.
Constats : Le dernier entretien des 2 séparateurs d'hydrocarbures présents sur le site a été réalisé le

19/01/2023. Les déchets ont été pris en charge par la société SARP OUEST (BSD associé Trackdéchets n°BSD-20221216-HACQP5NRV).

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 3.6.2

Thème(s) : Autre, Hauteur des stockages extérieurs

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 3.6.2 dispositions d'exploitation

(...)

La hauteur des stockages de matériaux situés à l'extérieur des bâtiments ne doit excéder trois mètres.

(...)

Constats : L'inspection a constaté que la hauteur du stockage de métaux situé au nord-est du site dépassé 3 mètres.

La prescription n'est pas respectée.



L'exploitant a déclaré à l'inspection que cette situation est liée à la récente suppression d'une aire de stockage. En effet, ce site est normalement pourvu de 2 aires de stockages destinés à recevoir les déchets métalliques (une à l'ouest située derrière les locaux administratifs et une au nord-est à proximité du parking du personnel).

Dans le cadre de l'implantation d'un nouveau bâtiment des relevés topographiques ont dû être réalisés ce qui a nécessité le transfert de l'ensemble des déchets de métaux qui étaient stockés à l'ouest du site sur l'aire nord-est.

L'exploitant s'est engagé à faire évacuer le surplus de déchets métalliques afin de respecter la hauteur maximale réglementaire imposée par l'arrêté préfectoral.

En attendant ce constat est noté en "susceptible de suites".

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 1.3

Thème(s) : Situation administrative, Activités abritées par l'établissement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 1.3. Liste des installations répertoriées dans la nomenclature

Cet établissement abrite les installations et activités visées à la nomenclature des installations classées et énumérées dans le tableau ci-après avec leur régime de classement :

Rubrique 2712 - Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage

Rubrique 2713 - Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux

Rubrique 2714 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois

Rubrique 2716 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes

Rubrique 2718 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses

Constats : L'inspection a constaté la présence d'une presse cisaille sur le site. Cette presse cisaille n'était pas en fonction le jour de la visite.



Selon la note déchets du 27 avril 2022 relative aux rubriques 27xx de la nomenclature, les opérations de cisailage des métaux relèvent bien d'un classement sous la rubrique 2791. La situation administrative n'est pas respectée.

Rubrique 2791 : Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.

La quantité de déchets traités étant :

1. Supérieure ou égale à 10 t/j.....(Régime Autorisation)
2. Inférieure à 10 t/j.....(Régime Déclaration contrôlée)

Selon les propos de l'exploitant, confirmé par mail du 08/03/2023, la présence de la presse à cisaille pourrait être attestée à partir de 2010. L'exploitant pourrait prétendre au bénéfice des droits acquis pour le classement sous la rubrique 2791-1 sous réserve d'un porter à connaissance auprès du préfet accompagné des tous les justificatifs nécessaires.

A défaut, il doit régulariser sa situation en déposant une demande d'autorisation, avec une demande de cas par cas au préalable.

Observations : L'exploitant informe l'inspection qu'il envisage de construire sur son site un nouveau bâtiment d'une surface de 2500 m² équipé d'une nouvelle presse pour la mise en balle des papiers, cartons et emballages plastiques.

L'inspection informe l'exploitant que lorsque le projet sera finalisé, celui-ci devra informer la préfecture en mettant à jour son dossier de demande d'autorisation initiale.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Implantation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 1.4.2

Thème(s) : Situation administrative, Implantation de l'établissement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

1.4.2. Implantation de l'établissement

L'établissement est situé 4, rue du Grand Pré, sur le territoire de la commune de LA MEILLERAIE TILLAY.

Le terrain occupé a une superficie de 23 356 m².

Constats : L'inspection a constaté que la superficie du terrain occupé par le site a augmenté. L'exploitant confirme avoir acheté une parcelle de 2160 m² qui était précédemment occupée par une habitation (parcelle cadastrée n° 0268 de la commune de La Meilleraie-Tillay). Sur cette parcelle se trouve aujourd'hui un parking destiné aux voitures du personnel et un emplacement de stockage de bennes vides.

L'inspection n'a pas été informée de l'acquisition de ce terrain.

La prescription n'est pas respectée.



L'inspection informe l'exploitant qu'il devra informer la préfecture de cette acquisition de terrain sous la forme d'un porté à connaissance pour mettre à jour son dossier d'autorisation initiale.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet